



Assemblée générale

Distr. générale
25 février 2019
Français
Original : anglais

Soixante-treizième session

Point 150 de l'ordre du jour

Aspects administratifs et budgétaires du financement

des opérations de maintien de la paix des Nations

Unies

Projet de budget du Bureau des services de contrôle interne au titre du compte d'appui des opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020

Rapport du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit

Résumé

On trouvera dans le présent rapport les observations, avis et recommandations du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit concernant le projet de budget du Bureau des services de contrôle interne au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020. Le Comité est conscient que, dans son projet de réforme, le Secrétaire général a demandé entre autres de renforcer l'application du principe de responsabilité. Il a par ailleurs conscience qu'un dispositif de contrôle efficace peut contribuer à cet objectif et estime que, pour y parvenir, le Bureau devra notamment revoir son mode de fonctionnement pour l'adapter au nouveau contexte et pouvoir ainsi s'acquitter plus efficacement de ses fonctions.

* Nouveau tirage pour raisons techniques (8 mars 2019).



I. Introduction

1. Le Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit (« le Comité ») présente ci-après à l'Assemblée générale, par l'entremise du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (« le CCQAB »), ses observations, avis et recommandations concernant le budget du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) (« le Bureau ») au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020. Le présent rapport est soumis en application des alinéas c) et d) du paragraphe 2 du mandat du Comité (résolution 61/275 de l'Assemblée générale, annexe).

2. Le Comité est chargé d'examiner le plan de travail du BSCI au regard de celui des autres organes de contrôle, et de conseiller l'Assemblée générale à ce sujet, d'examiner le projet de budget du BSCI au regard de son plan de travail, et de faire des recommandations à l'Assemblée par l'intermédiaire du CCQAB. Il a examiné la procédure de planification des travaux du Bureau et le projet de budget de celui-ci au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 à ses quarante-quatrième et quarante-cinquième sessions, tenues respectivement du 11 au 14 décembre 2018 et du 20 au 22 février 2019.

3. Le Comité sait gré au Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget et au BSCI des efforts qu'ils ont faits pour lui communiquer les documents nécessaires aux fins de son examen. Le BSCI lui a également fourni un complément d'information pour répondre à diverses questions qu'il avait posées.

II. Considérations générales

4. Les ressources financières proposées pour le BSCI au titre de l'exercice 2019/20, par rapport à l'exercice 2018/19, s'établissent comme suit.

Tableau 1

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Montant approuvé 2018/19	Montant proposé 2019/20	Variation (2018/19- 2019/20)		Pourcentage du budget total
			Montant	Pourcentage	
Division de l'audit interne	16 164,7	16 976,7	812,0	5,0	55
Division de l'inspection et de l'évaluation	1 665,4	1 993,1	327,7	19,7	6
Division des investigations	10 571,4	11 268,1	696,7	6,6	37
Service administratif	632,3	620,5	(11,8)	(1,9)	2
Total	29 033,8	30 858,4	1 824,6	6,3	100

Note : Chiffres communiqués par la Division des finances des missions du Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget.

5. Comme on le voit dans le tableau 1, en chiffres bruts, le projet de budget du BSCI au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 s'établit à 30 858 400 dollars, ce qui représente une augmentation de 1 824 600 dollars, soit 6,3 %, par rapport au budget d'un montant de 29 033 800 dollars approuvé pour l'exercice précédent. Ayant

demandé des précisions, le Comité a été informé que cette augmentation s'expliquait principalement par l'augmentation non discrétionnaire des ajustements apportés aux coûts salariaux standard, aux dépenses communes de personnel et aux taux de vacance de postes.

6. Le Comité comprend que, pour ce qui est du classement des postes et des ressources demandées au titre des objets de dépense autres que les postes, l'examen du projet de budget du BSCI relève davantage de la compétence du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. L'examen, les observations et les avis du Comité seront donc axés sur les questions relevant de sa compétence, à savoir celles qui ont trait à l'établissement du plan de travail et du budget du Bureau. Conformément à son mandat, le Comité soumettra le présent rapport à l'Assemblée générale par l'entremise du CCQAB. Le contenu du rapport sera examiné avec cet organe.

III. Observations du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit

A. Division de l'audit interne

7. Dans ses précédents rapports, le Comité a formulé un certain nombre de recommandations concernant les activités du BSCI en général et l'établissement du plan de travail et du budget de la Division de l'audit interne en particulier. Il constate que le Bureau s'est efforcé de mettre en œuvre la plupart de ces recommandations. Il constate également que la Division continue de prendre en considération le risque résiduel lors de l'établissement de son plan de travail. Malgré la diminution constante de sa part dans le budget global du BSCI au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, qui est passée de 57 % l'année dernière à 55 %, elle reste des trois divisions du Bureau celle qui verse la plus importante contribution.

Exécution du plan de travail

8. En ce qui concerne l'exécution du plan de travail, le Comité a été informé qu'au cours de l'exercice 2017/18, sur les 86 missions d'audit que la Division avait prévu de réaliser, 73 avaient été terminées avant la date fixée, soit un taux d'exécution de 84 %, le même que pour l'exercice précédent. Le Comité a noté que, selon le diagramme d'analyse logique du Bureau, le plan de travail de la Division prévoit un taux d'exécution de 100 % des missions prévues. Le Comité a également été informé que ces résultats inférieurs aux prévisions s'expliquaient par : a) la nature et la complexité de certains audits au Siège de l'Organisation, qui ont pris plus de temps que prévu ; b) le fait que les audits à mener dans certaines missions soient complexes et exhaustifs, et exigent des consultations approfondies avec les parties prenantes et les fonctionnaires du Siège ; c) les postes vacants dans certaines missions, notamment un poste de D-1 du Service de l'audit des opérations de maintien de la paix à Entebbe (Ouganda), vacant pendant la plus grande partie de l'exercice 2017/18 ; d) l'audit thématique des indemnités pour frais d'études, qui concernait entre autres la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti (MINUJUSTH), la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et le Bureau d'appui commun de Koweït mais qui a fait l'objet d'un unique rapport ; f) l'ampleur des ressources d'audit informatique affectées aux audits de la mise en service d'Umoja au Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, au Bureau d'appui commun de Koweït, à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et à la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq.

9. Le Comité a continué ses échanges avec le BSCI concernant la faiblesse du taux d'exécution par rapport à l'indicateur clef de performance. Il a appris que le Bureau était en passe de réviser cet indicateur, dont la cible (100%) ne lui semblait pas réaliste.

10. En ce qui concerne la modification prévue de l'indicateur clef de performance, le Comité est conscient des contraintes qui peuvent empêcher le BSCI d'atteindre son objectif. Le Comité reconnaît que les visées étaient ambitieuses, mais estime que si tel n'était pas le cas, on courrait le risque d'une satisfaction trompeuse. Le BSCI devrait donc procéder à la révision en veillant à trouver le juste équilibre. Le Comité examinera de nouveau cette question lors de prochaines sessions.

Plan de travail axé sur les risques

11. Au paragraphe 26 de son rapport sur le budget du BSCI au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 (A/64/652), le Comité avait recommandé à la Division de l'audit interne d'adopter des plans d'audit plus solides, axés sur le risque résiduel. Le Comité a été informé que le plan de travail pour 2019/20 continue d'entrer dans le cadre d'un plan triennal glissant et qu'il avait été élaboré selon une approche fondée sur les risques révisée prenant en compte : la validation et l'actualisation du périmètre d'audit/de la hiérarchie institutionnelle ; l'identification des objectifs stratégiques et opérationnels de toutes les unités administratives ; l'identification et l'évaluation des principaux risques liés à la réalisation des objectifs de toutes les unités administratives, susceptibles d'avoir une incidence sur leurs programmes, fonctions, structures, processus et initiatives ; et l'établissement d'un lien ou d'une logique plus clairs entre les objectifs institutionnels, les risques et la sélection des sujets d'audit. Le BSCI a indiqué que la classification des risques d'audit correspondant au périmètre des activités soumises à vérification avait de nouveau été définie en tenant compte des éléments suivants : l'incidence et la probabilité des risques ainsi que les dispositifs de contrôle mis en place pour les gérer ; les activités de contrôle antérieures ; et les résultats des interactions et consultations en cours avec diverses divisions, l'administration, le Comité des commissaires aux comptes et le Corps commun d'inspection.

12. Ainsi, en ce qui concerne la demande de ressources à l'examen, le Comité a été informé que la Division de l'audit interne avait continué d'améliorer la procédure d'établissement de son plan de travail axé sur les risques et concentré ses efforts sur les questions transversales (audits thématiques) et notamment sur les questions suivantes : achats, processus de gestion du risque institutionnel, délégation de pouvoirs, classification et protection des données et contributions en contingents ou en personnel de police et en matériel.

13. Ainsi, comme il ressort du tableau 2, le BSCI a indiqué que la Division prévoyait d'effectuer 75 missions d'audit relatives aux opérations de maintien de la paix pendant l'exercice 2019/20, contre 82 pendant l'exercice 2018/2019, soit sept missions de moins. Comme il est indiqué dans le tableau, la plus grande diminution (11 missions) concerne le domaine Gestion des biens et installations. Selon le BSCI, le domaine Gouvernance et stratégie est celui auquel le plus grand nombre de missions est consacré ; viennent ensuite les domaines Informatique, Gestion des programmes et projets et Logistique.

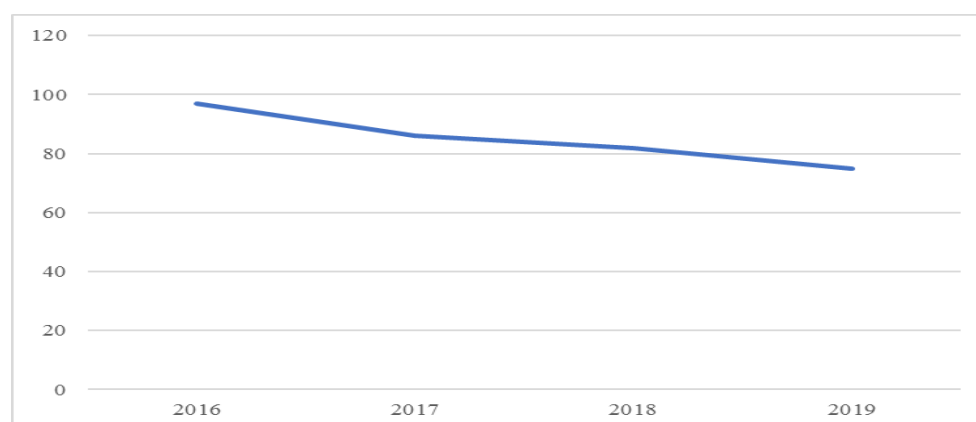
Tableau 2
Nombre et répartition des missions de la Division de l'audit interne

Domaine d'intervention	Exercice budgétaire									Variation (2018/19- 2019/20)
	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20	Nombre de missions d'audit
Logistique	13	16	19	28	16	29	8	15	12	(3)
Gestion des programmes et projets	12	17	13	16	19	26	22	22	17	(5)
Gestion des biens et installations	7	5	15	9	20	17	10	14	3	(11)
Sûreté et sécurité	14	4	7	6	3	5	9	2	1	(1)
Gestion des ressources humaines	10	4	8	17	18	9	11	12	7	(5)
Gestion financière	5	6	10	12	4	4	8	2	2	0
Gouvernance et stratégie	8	10	1	0	0	0	10	5	18	13
Informatique	3	3	3	10	4	3	3	6	13	7
Achats	1	6	9	2	10	4	5	4	2	(2)
Total	73	71	85	100	94	97	86	82	75	(7)

14. Comme le montre la figure ci-dessous, le nombre de missions a diminué depuis 2016. Le Comité s'est enquis de la raison de cette tendance continue à la baisse.

Évolution du nombre de missions, 2016-2019

Nombre de missions d'audit



15. Le BSCI a répondu que les audits prévus diminuaient à proportion du nombre de postes approuvés dans les missions, dont certaines étaient liquidées ou réduisaient leurs effectifs. Le Comité a en outre été informé qu'au cours de l'exercice 2016/17, la Division de l'audit interne s'était fixé pour objectif d'achever 97 missions pour 86 postes approuvés. Toutefois, en raison de la fermeture de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, de la réduction des effectifs de la Mission des Nations Unies au Libéria et de la transition de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) à la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en

Haïti (MINUJUSTH), le nombre de missions prévues pour 2017/18 avait été ramené à 86. Il en allait de même pour l'exercice 2018/19, où ce nombre était passé de 86 à 82.

16. En ce qui concerne l'exercice 2019/20, mis à part la fermeture de la MINUJUSTH et la réduction d'effectifs de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, le Comité a noté que le BSCI avait encore ramené l'objectif à 75 missions, de manière à dégager le temps nécessaire à la réalisation d'audits plus complexes et plus complets. Selon le BSCI, la Division inclue désormais dans la plupart de ses audits au contrôle des risques de fraude, de certains aspects de la performance (économie, efficacité et efficacité, etc.) et de l'égalité des sexes et doit donc passer en moyenne plus de jours sur chaque mission.

17. En réponse aux recommandations qui lui avaient été adressées concernant le lien entre les risques institutionnels de l'Organisation et son plan de travail, le BSCI a indiqué qu'il s'attachait à faire apparaître de façon explicite en quoi la stratégie de gestion des risques appliquée par l'Organisation étayait le plan de travail de la Division. Selon le BSCI, 56 missions sur 75 se rapportent à au moins un des six risques critiques recensés à l'échelle de l'Organisation, en particulier la stratégie Informatique et communications, l'infrastructure et la sécurité et la planification stratégique et l'ouverture de crédits budgétaires ; à cet égard, il convient de noter que 50 % des missions ont trait à ces deux derniers domaines, à la gestion des ressources humaines ou à l'application du principe de responsabilité. Le Bureau a indiqué qu'il continuerait de consulter l'administration, le Comité des commissaires aux comptes et le Corps commun d'inspection durant l'exercice et de suivre les risques définis pour les opérations de maintien de la paix, et qu'il réviserait éventuellement le plan de travail pour tenir compte d'éventuels nouveaux risques et priorités.

18. Le Comité, conscient de l'envergure des réformes en cours dans l'Organisation, juge déterminante la manière dont les organes de contrôle s'y adapteront. Il s'est donc enquis auprès du BSCI de la manière dont celui-ci anticipait les divers risques que poseraient, par exemple, la délégation de pouvoirs, le passage du contrôle ex ante à la conformité ex post facto et la mise en place des trois lignes de maîtrise des risques. Le BSCI a indiqué qu'il prenait en considération les risques liés à la transformation de l'Organisation dans son programme de travail. On trouvera à l'annexe I la liste des sujets d'audit proposés par la Division pour l'exercice 2019/20.

19. Le Comité félicite de nouveau le BSCI de s'être attaché à montrer en quoi la stratégie de gestion des risques de l'Organisation étaye le plan de travail de la Division de l'audit interne et à réaliser des audits thématiques. Il souligne que le BSCI devrait continuer de veiller à ce que le choix des sujets corresponde à une vision plus stratégique des risques pesant sur l'Organisation, et notamment de ceux liés aux réformes de la gestion en cours. Il examinera de nouveau cette question lors de prochaines sessions.

Projet de budget de la Division de l'Audit interne pour 2019/20

20. En ce qui concerne la proposition de budget pour 2019/20, comme indiqué au paragraphe 11 ci-dessus, le Comité a été informé que la définition du périmètre des activités pouvant faire l'objet d'un audit fondée sur les risques actuels prenait en compte : les incidences et la probabilité des risques ; l'évaluation de l'efficacité des contrôles visant à atténuer les risques ; l'évaluation et la pertinence des risques pour les principaux objectifs institutionnels ou les questions transversales ; les activités de contrôle antérieures ; les résultats des échanges au cours de l'année avec la Division de l'inspection et de l'évaluation et la Division des investigations ; et les résultats des consultations avec l'administration, le Comité des commissaires aux comptes et le Corps commun d'inspection.

21. Selon la Division, l'actuelle planification axée sur les risques accorde une attention particulière à l'efficacité et à l'efficience, aux nouveaux risques liés aux objectifs de développement durable, à la gestion de la fraude, à l'informatique et à la communication, à la réforme lancée par le Secrétaire général et aux principaux risques courus par l'Organisation qui ont été récemment identifiés.

22. Sur ce point, la Division a indiqué avoir dressé une liste des audits qui porteraient sur les risques résiduels de niveau élevé et moyen pour les trois prochaines années. Elle a également recensé les audits portant sur les questions transversales à haut risque (audits thématiques) pour l'exercice 2019/20, y compris des thèmes d'actualité et récurrents, et notamment : l'exécution du plan d'action pour l'environnement, le programme de promotion de l'égalité des sexes et de la prise en compte de la problématique femmes-hommes, ainsi que la gestion du temps de travail et de présence. Les thèmes récurrents portaient sur des domaines tels que les carburants, la gestion des achats et des marchés, la gestion des biens et le contrôle des mouvements.

23. Le Comité a été informé que, compte tenu des changements intervenus dans le mandat des Missions, la Division proposait de restructurer les ressources demandées comme suit : a) redéploiement d'un poste de P-5 de la MINUJUSTH au Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda), transformation de 10 emplois de temporaire (autre que pour les réunions) en postes permanents et retrait d'un poste de la MINUJUSTH, mission dont le mandat ne comprend plus le maintien de la paix. Selon le BSCI, ces ajustements devraient se traduire par une réduction nette d'un poste dans la Division, dont les effectifs passeraient de 84 à 83.

24. Compte tenu de ce qui précède, le Comité approuve les ressources demandées pour la Division par le BSCI.

B. Division de l'inspection et de l'évaluation

Exécution du plan de travail

25. Au paragraphe 24 de son rapport sur le projet de budget du Bureau des services de contrôle interne au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014 ([A/67/772](#)), le Comité avait recommandé à la Division de l'inspection et de l'évaluation de finaliser ses rapports dans les délais voulus, entre autres pour que les décideurs puissent être convaincus de sa pertinence. Au cours des délibérations, le Comité a été informé que, pour l'exercice 2017/18, deux évaluations avaient été achevées en 2017 et une autre en 2018. La Division a également informé le Comité que trois évaluations devaient l'être pendant l'exercice 2018/19, dont deux d'ici à juin 2019. **Le Comité compte que la Division continuera de s'efforcer d'achever les plans de travail dans les délais prévus.**

Planification axée sur les risques

26. Comme pour les budgets précédents, la Division de l'inspection et de l'évaluation a informé le Comité que le plan de travail avait été établi selon une méthode axée sur les risques, sur la base de quatre éléments, à savoir : a) la mise à jour de la dernière évaluation des risques (2017) ; b) l'examen des principaux documents, initiatives et faits nouveaux concernant le maintien de la paix ; c) l'examen des six risques critiques recensés par le dispositif de gestion des risques institutionnels défini pour l'ensemble du Secrétariat ; et d) les grandes priorités des opérations de maintien de la paix pour 2019/20.

27. Au paragraphe 19 de son rapport sur le projet de budget du Bureau des services de contrôle interne au titre du compte d'appui des opérations de maintien de la paix

pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017 (A/70/759), le Comité s'était dit préoccupé par l'absence de lien avéré entre les six risques critiques recensés à l'échelle de l'Organisation et l'évaluation des risques menée par la Division de l'inspection et de l'évaluation. Pendant l'exercice à l'examen, le Comité a été informé que la Division retenait quatre risques critiques sur six comme pertinents pour ses travaux d'évaluation, à savoir : a) la structure de l'Organisation et la synchronisation de ses activités ; b) la transformation institutionnelle ; c) la planification stratégique et l'ouverture de crédits budgétaires ; d) la stratégie en matière de ressources humaines et la gestion. Le Comité a également été informé que la délégation de pouvoirs dans les opérations de maintien de la paix, qui s'inscrit dans le cadre de la réforme de la gestion, figurait dans les plans indicatifs de la Division pour 2020/21. On trouvera aux annexes II et III une liste des évaluations prévues.

28. Le Comité félicite la Division de l'inspection et de l'évaluation des efforts consentis pour faire apparaître en quoi ses plans de travail sont étayés par la stratégie de gestion des risques critiques de l'Organisation et notamment pour relier son plan de travail aux risques découlant du nouveau mode de gestion introduit par la réforme.

Analyse de l'insuffisance des capacités et du projet de budget

29. Le Comité a été informé que la Division de l'inspection et de l'évaluation devait effectuer six évaluations au cours de l'exercice 2019/20, dont quatre grandes évaluations, une inspection et un examen triennal. Pour ces six missions, la Division aurait besoin de 12 fonctionnaires de différentes classes, mais seuls 7 fonctionnaires sont affectés aux opérations de maintien de la paix, si bien qu'il manque 5 postes. Pour combler cette insuffisance, la Division a demandé dans le projet de budget pour 2019/20 la réaffectation de trois postes de la MINUSJUTH (un poste P-5 de la Division des investigations et un poste P-3 et un poste du Service mobile de la Division de l'audit interne), le reclassement à P-4 du poste P-5 de la Division des investigations et le reclassement du poste du Service mobile de la Division de l'audit interne à la catégorie des services généraux recrutés sur le plan national. Ces changements contribueraient à remédier à l'insuffisance des capacités d'évaluation des missions, mais priveraient le Siège à New York de deux fonctionnaires, ce qui aurait pour conséquence, selon le BSCI, de laisser une seule personne effectuer l'évaluation des missions de maintien de la paix, sans personnel d'appui.

30. Le Comité consultatif s'est déclaré préoccupé par le fait que les effectifs de la Division de l'inspection et de l'évaluation financés au moyen du budget du compte d'appui étaient démesurément faibles par rapport à ceux émargeant au budget ordinaire. Il est également conscient que la réforme du Secrétaire général met l'accent sur les résultats, ce qui rend le rôle de la Division d'autant plus important. Le Comité a pris note de la réaffectation de ressources demandée par la Division pour renforcer sa capacité d'évaluation des activités de maintien de la paix. Le Comité prend acte également de la décision qu'a prise le BSCI de geler le budget et le félicite d'avoir pris des mesures concrètes pour aborder le manque d'effectifs d'un point de vue général, et non section par section. Étant donné l'ampleur des activités de maintien de la paix et la dotation actuelle en effectifs (un poste P-5, quatre postes P-4 et deux postes P-3), le Comité approuve la réaffectation demandée des ressources des autres divisions du BSCI à la Division de l'inspection et de l'évaluation.

C. Division des investigations

31. Le Comité a examiné le budget de la Division des investigations au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix en ayant à l'esprit les difficultés qu'elle rencontre, en particulier en ce qui concerne son fonctionnement et son efficacité. Il avait également à l'esprit les objectifs de la réforme du Secrétaire général, notamment celui d'un renforcement de l'application du principe de responsabilité. Il estime que les services de la Division des investigations se trouvent dans cette optique chargés d'un rôle d'appui d'autant plus important.

32. Au cours de l'examen du budget de la Division des investigations, le Comité a été informé que son plan de travail avait été conçu pour continuer de satisfaire aux deux objectifs stratégiques de la Division, à savoir :

a) Instaurer des relations de travail harmonieuses, permettant aux fonctionnaires de s'épanouir dans un climat propice au développement individuel et au succès de chacun, au sein d'une équipe diverse et hautement performante ;

b) Continuer d'améliorer la capacité et l'aptitude de la Division d'enquêter et d'améliorer la qualité et la rapidité de ses enquêtes.

Exécution du plan de travail

33. Pour atteindre les objectifs susmentionnés, la Division des investigations a indiqué que le plan de travail pour 2019/20 était axé sur le personnel, le renforcement des capacités d'enquête et l'anticipation. En ce qui concerne le personnel, le Comité a été informé que la Division s'était engagée à atteindre la parité des sexes dans les recrutements et a noté que la proportion de femmes dans l'ensemble du personnel de la Division s'était améliorée, passant de 39 % en mai 2017 à 43 % en novembre 2018.

34. En ce qui concerne le renforcement des capacités d'enquête, le Comité a été informé que la Division avait lancé des programmes de formation interne et externe. Les programmes de formation interne portaient notamment sur le renseignement tiré du domaine public et les entrevues judiciaires avec des enfants et comprenaient en outre des cours d'initiation et des ateliers administratifs. Les programmes de formation externe comprenaient trois cours dispensés à New York, Genève et Nairobi et quatre cours dispensés à Entebbe, Montevideo et Katmandou.

35. En ce qui concerne l'effort d'anticipation, le Comité a été informé que le plan de travail de la Division pour 2019/20 prévoyait notamment d'améliorer la rapidité et la qualité des activités, notamment en matière de lutte contre le harcèlement sexuel, les représailles, l'exploitation et les atteintes sexuelles et la fraude et la corruption et de criminalistique numérique. La Division des investigations a indiqué qu'elle comptait se pencher sur certains aspects de sa structure interne, tels que sa taille et les cloisonnements en son sein, ainsi que sur l'application de la réforme du Secrétaire général et le renforcement et la professionnalisation des procédures d'enquête, notamment le système de gestion des dossiers (dit « système de signalement centralisé »).

Plan de travail et ressources nécessaires

36. Pour atteindre ces objectifs, le Comité consultatif a été informé que la Division des investigations proposait de redéployer deux postes, un P-3 et un poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national, de la MINUSJUTH à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, et de réaffecter un poste P-5, qui deviendrait un spécialiste de l'évaluation (P-4), de la MINUSJUTH à la Division des inspections et évaluations à Entebbe.

37. Ayant examiné le plan de travail de la Division des investigations et les éclaircissements ultérieurement apportés par le BSCI, le Comité approuve les ressources demandées par celui-ci.

IV. Conclusion

38. Les membres du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit soumettent respectueusement le présent rapport contenant ses observations et recommandations à l'examen du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et de l'Assemblée générale.

La Présidente du Comité consultatif indépendant
pour les questions d'audit

(Signé) Patricia X. **Arriagada Villouta**

La Vice-Présidente du Comité consultatif indépendant
pour les questions d'audit

(Signé) Natalia A. **Bocharova**

Membre du Comité consultatif indépendant
pour les questions d'audit

(Signé) Maria Gracia M. **Pulido Tan**

Membre du Comité consultatif indépendant
pour les questions d'audit

(Signé) Richard Quartei **Quartey**

Membre du Comité consultatif indépendant
pour les questions d'audit

(Signé) Janet **St. Laurent**

Annexe I

Division de l'audit interne

Liste des missions proposées pour l'exercice 2019/20

Bureau régional d'audit pour le Moyen-Orient

- 1 Audit des opérations d'analyse conjointe de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)
- 2 Audit de la gestion de la classification et de la confidentialité des données à la FINUL*
- 3 Audit de la gestion de la classification et de la confidentialité des données à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP)*
- 4 Audit de la gestion des ressources humaines de la FINUL
- 5 Audit de l'exécution des activités relatives aux programmes et de l'application des recommandations issues du bilan stratégique de la FINUL
- 6 Audit de l'exécution des activités relatives aux programmes et de l'application des recommandations issues de l'examen stratégique de l'UNFICYP
- 7 Audit de la procédure de gestion du risque institutionnel de la FINUL*
- 8 Audit de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et du Service du génie de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement et de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve

Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti

- 1 Audit de l'état de préparation à la liquidation
- 2 Audit de l'archivage et la gestion des dossiers
- 3 Audit de la cession des actifs et de la fermeture des modules d'hébergement

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine

- 1 Audit de la gestion de la classification et de la confidentialité des données*
- 2 Audit des achats locaux*
- 3 Audit de l'appui à la justice et aux institutions pénitentiaires
- 4 Audit des patrouilles militaires
- 5 Audit de l'appui à la réforme du secteur de la sécurité
- 6 Audit de l'appui électoral
- 7 Audit de la procédure de gestion du risque institutionnel*
- 8 Audit de la gestion des contributions en contingents ou en personnel de police et en matériel*

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali

- 1 Audit du programme relatif aux droits de l'homme
- 2 Audit des opérations militaires
- 3 Audit des achats*
- 4 Audit de la gestion des contributions en contingents et en personnel de police et en matériel*
- 5 Audit de la gestion de la classification et de la confidentialité des données*
- 6 Audit du programme de communication stratégique et d'information
- 7 Audit de la gestion et l'administration du matériel
- 8 Audit de la procédure de gestion du risque institutionnel*

Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo

- 1 Audit des services médicaux
- 2 Audit du programme de protection de l'enfance
- 3 Audit de la gestion de la classification et de la confidentialité des données*
- 4 Audit de la gestion des contributions en contingents et en personnel de police et en matériel*
- 5 Audit de la gestion des carburants
- 6 Audit des services de soutien psychosocial et de la qualité de vie
- 7 Audit de la procédure de gestion du risque institutionnel*
- 8 Audit du recrutement du personnel

Activités du Siège relatives au maintien de la paix

- 1 Audit du recrutement de personnel militaire détaché
- 2 Audit de la gestion des nominations aux postes de haute direction et du soutien des hauts responsables
- 3 Audit du Centre de situation
- 4 Audit de la mise en œuvre du plan d'action visant à renforcer la sûreté et la sécurité des Casques bleus
- 5 Audit de la prise en compte de la problématique femmes-hommes et de la réalisation de la parité entre les sexes dans les opérations de paix
- 6 Services consultatifs relatifs à la mise en œuvre des réformes du pilier Paix et sécurité, notamment en ce qui concerne la gestion du risque institutionnel, des moyens informatiques et du partage de l'information
- 7 Audit de la mise en œuvre de la nouvelle structure organisationnelle du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et du Département des opérations de paix et de l'efficacité de leurs relations de travail
- 8 Audit de l'appui à la gestion de l'environnement dans les opérations de paix

- 9 Audit des services administratifs et consultatifs sur l'utilisation des systèmes d'aéronefs non habités (drones) dans les opérations de paix
- 10 Audit de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

Bureau de l'auditeur résident d'Entebbe

- 1 Audit du traitement des paiements des fournisseurs au Centre régional de services d'Entebbe (Ouganda)
- 2 Audit de la gestion de la classification et la confidentialité des données au Centre régional de services d'Entebbe (Ouganda)
- 3 Audit des rations de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA)
- 4 Audit de la gestion des contributions en contingents et en personnel de police et en matériel de la FISNUA*

Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD)

- 1 Audit de la mise en œuvre du Plan d'action pour l'environnement à la MINUAD
- 2 Audit des créances et sommes dues de la MINUAD
- 3 Audit des dispositions relatives au transfert des responsabilités à l'équipe de pays des Nations Unies, y compris les équipes chargées de la liaison avec les États
- 4 Audit de la gestion de la classification et de la confidentialité des données et de la gestion des dossiers à la MINUAD*
- 5 Audit de l'utilisation des fonds consacrés aux activités relatives aux programmes de la MINUAD
- 6 Audit de la planification de la réduction des effectifs et de la liquidation de la MINUAD
- 7 Audit du retrait progressif des ressources humaines durant la période de retrait de la mission

Mission des Nations Unies au Soudan du Sud

- 1 Audit de la procédure de gestion du risque institutionnel*
- 2 Audit de la gestion de la classification et de la confidentialité des données*
- 3 Audit de la sûreté et la sécurité
- 4 Audit du Centre d'opérations conjoint
- 5 Audit des opérations aériennes et de la sécurité aérienne
- 6 Audit de la gestion des contributions en contingents et en personnel de police et en matériel*
- 7 Audit du programme des affaires politiques
- 8 Audit du programme relatif aux droits de l'homme

- 9 Audit du programme des affaires civiles
- 10 Audit du programme pour l'état de droit

Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (BANUS)

- 1 Audit de l'efficacité du Centre d'appui à la mission pour ce qui est de la planification, de la coordination et du suivi de l'appui du BANUS à la Mission de l'Union africaine en Somalie et à l'Armée nationale somalienne
- 2 Audit de la procédure de gestion du risque institutionnel du BANUS*
- 3 Audit du Centre intégré de formation du personnel des missions du BANUS
- 4 Audit de la gestion de la classification et de la confidentialité des données au BANUS et à la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM)*
- 5 Audit de l'application de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme au BANUS et à la MANUSOM
- 6 Audit de la gestion des contributions en contingents et en personnel de police et en matériel au BANUS et à la MANUSOM*

Informatique et communications

- 1 Audit des infrastructures de communication sécurisée et autres installations de télécommunications au Secrétariat et dans les missions de maintien de la paix
- 2 Audit des systèmes d'aéronefs non habités (drones) dans les missions de maintien de la paix
- 3 Audit des serveurs virtuels au Centre de services mondial de l'ONU

* Audits thématiques.

Annexe II

Résumé des missions de la Division de l'inspection et de l'évaluation pour 2019/20

<i>Missions</i>	<i>Date d'achèvement prévue</i>
Début en 2018/19, achèvement prévu en 2019/20	
Évaluation de l'exploitation et des atteintes sexuelles au Secrétariat	Décembre 2019
Culture institutionnelle dans les opérations de maintien de la paix et ses effets sur l'efficacité dans l'exécution des mandats	Décembre 2019
Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour	Décembre 2019
Début et achèvement prévu en 2019/20	
Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie	Juin 2020
Inspection des efforts visant à accroître la proportion de femmes dans le personnel de maintien de la paix des Nations Unies (contingents et personnel de police)	Juin 2020
Examen triennal de l'application des recommandations issues de l'évaluation par le BSCI en 2016 des résultats de l'action menée par la police des Nations Unies pour renforcer les capacités de la police nationale au sein de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire et de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo	Juin 2020
Début en 2019/20, achèvement prévu en 2020/21	
Appui fourni par l'ONU aux États Membres pour la formation des contingents chargés du maintien de la paix	Décembre 2020
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine	Décembre 2020
Affaires politiques (y compris l'appui au processus de paix et les bons offices)	Décembre 2020

Annexe III

Division de l'inspection et de l'évaluation : projet de plan de travail pour l'exercice 2019/20 et plans de travail indicatifs pour 2020/21 et 2021/22

<i>Gestion du risque institutionnel (risques critiques)</i>	<i>2019/20</i>	<i>2020/21 (indicatif)</i>	<i>2021/22 (indicatif)</i>
Structure de l'Organisation et synchronisation de ses activités	Appui fourni par l'ONU aux États Membres pour la formation des contingents chargés du maintien de la paix Date d'achèvement prévue : décembre 2020	Programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration	Cadre de gestion de la performance dans les opérations de maintien de la paix
Structure de l'Organisation et synchronisation de ses activités, planification stratégique et ouverture de crédits budgétaires ; stratégie et gestion en matière de ressources humaines	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine Date d'achèvement prévue : décembre 2020	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali	Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei
Structure de l'Organisation et synchronisation de ses activités	Affaires politiques (y compris l'appui aux processus de paix et les bons offices) Date d'achèvement prévue : décembre 2020	Réforme de la gestion (délégation de pouvoirs et exécution du mandat des opérations de maintien de la paix)	Gestion du risque environnemental dans les missions de maintien de la paix
Structure de l'Organisation et synchronisation de ses activités, planification stratégique et ouverture de crédits budgétaires ; stratégie et gestion en matière de ressources humaines	Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie Date d'achèvement prévue : juin 2020	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO)	Mission des Nations Unies au Soudan du Sud
Planification stratégique et ouverture de crédits budgétaires ; stratégie et gestion en matière de ressources humaines	Inspection des efforts visant à accroître la proportion de femmes dans le personnel de maintien de la paix (contingents et personnel de police) Date d'achèvement prévue : juin 2020	Inspection du système d'appréciation de la situation dans les opérations de maintien de la paix	Inspection des communications internes dans les opérations de maintien de la paix (sur le terrain et au Siège)
Transformation institutionnelle	Examen triennal de l'application des recommandations formulées par le BSCI en 2016 dans son rapport sur les résultats de l'action menée par la police des Nations Unies pour renforcer les capacités de la police	Examen triennal de l'application des recommandations formulées dans le	Examen triennal de l'application des recommandations formulées dans le précédent rapport

Gestion du risque institutionnel
(risques critiques)

2019/20

2020/21 (indicatif)

2021/22 (indicatif)

nationale au sein de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire et de la MONUSCO

précédent rapport
d'évaluation du BSCI

d'évaluation du
BSCI

Date d'achèvement prévue :
juin 2020
